

Aventure - A LA DÉCOUVERTE DE L'ASIE À VÉLO (3/3)

Les défis de l'agriculture

Deux jeunes Belges, partis à la rencontre des initiatives positives de développement durable en Asie, nous livrent leur carnet de route. Troisième et dernière étape de leur périple cycliste : l'Asie centrale vue sous l'angle de l'agriculture.



Copie destinée à fxderuydts@hotmail.com

CARNET DE ROUTE
FRANÇOIS-XAVIER DE RUYDTS ET MAX VAN CAUWENBERGHE

La question de l'agriculture en Asie centrale renvoie à des problématiques beaucoup plus vastes.

Les denrées agricoles, d'abord, sont une composante des importantes relations commerciales qui lient les pays d'Asie centrale dans une économie désormais libéralisée. Ensuite, les besoins d'irrigation inhérents à la culture en région aride renvoient à la question du partage de l'eau dans son ensemble. En plus des besoins agricoles qui sévissent durant les mois d'été, les cours d'eau sont fortement sollicités l'hiver pour l'alimentation des centrales hydroélectriques.

Les ressources en eau sont très inégalement réparties entre les cinq républiques d'Asie centrale, puisque, de façon schématisée, on peut dire que deux pays – Kirghizistan et Tadjikistan – fournissent l'eau aux trois autres – Kazakhstan, Ouzbékistan et Turkménistan. Ces caractéristiques font de l'agriculture dans ces régions du monde une question politisée à l'extrême, dans un contexte encore imprégné de l'héritage laissé par septante ans de communisme.

Force est de constater, par endroits du moins, que la population s'est habituée à consommer les biens publics de façon bien peu parcimonieuse. Le Soviét, pour sa part, a laissé en Asie centrale une infrastructure agricole monumentale, mais souvent très inefficace.

Mentalités et héritage soviétique

Dans le système communiste, la production agricole était menée en fonction de prix politisés et de spécialisations régionales édictées par Moscou. Nombre d'intrants (pétrole, machines, engrais...) étaient fournis par l'État à des prix dérisoires. Les quantités attendues, quant à elles,

étaient décidées sous forme de plans quinquennaux.

De ce système de régulation artificiel, ont résulté les abus les plus divers, tant au niveau du haut fonctionnaire qu'à celui du petit agriculteur.

Les quantités vendues étaient bien évidemment fausses – on ne peut pas demander à la nature de respecter des choix politiques ! – et de là, découlaient nombre de corruptions à la chaîne. Dans un tel système, personne ne se préoccupait de l'utilisation irréfléchie qui était faite de l'eau et de l'environnement. Les quantités primaient, la nature subissait.

**"LES VENTS
DISPERSENT À DES
CENTAINES DE
KILOMÈTRES À LA
RONDE LE SEL DÉPOSÉ
SUR LE FOND DE LA
DÉFUNTE MER, MAIS
AUSSI TOUS LES
RÉSIDUS DE PRODUITS
CHIMIQUES."**

L'Union soviétique a laissé derrière elle une population paysanne déresponsabilisée et habituée à produire selon des plans, et non plus à gérer les ressources rares et essentielles que sont l'eau, le travail et l'énergie. Les infrastructures extrêmement lourdes et inefficaces ont perduré, rendant quasiment impossible un changement de technique agricole.

La région de la mer d'Aral

Il ne faut que quelques kilomètres sur les routes ouzbèkes à François-Xavier pour comprendre qu'ici, l'agriculture irriguée est source de vie. Sans elle, personne ne vivrait dans ce désert aux températures particulièrement extrêmes (-40 à +50°C). L'eau est partout, il n'est de route qui ne soit longée par un canal ou un aqueduc.

On voit les paysans maîtriser le cours de l'eau en faisant puis défaisant des murets de terre en fonction des besoins de leurs champs de tomates, de coton ou de blé. Ici, la vie, c'est le fleuve Amoudaria. Partout, il subit les assauts de la popula-

tion, avant d'aller mourir dans le désert. Car on ne peut plus parler de mer d'Aral, la flaque dérisoire qu'il en reste étant actuellement située à plus de 150 km de ce qui était, il y a 60 ans encore, l'embouchure du fleuve.

Une fois sur place, il ne faut pas être un expert pour comprendre l'origine du drame. Le gaspillage de l'eau est flagrant. Les aqueducs fuient de partout, l'irrigation se fait par inondation, ce qui engendre une perte énorme par évaporation, sans parler de la sélection très approximative des surfaces irriguées. Cerise sur le gâteau, dans le pays, il est rare de trouver un robinet; les gens s'abreuvent donc via des tuyaux sortant droit du sol et dont l'eau jaillit continuellement, allant bien évidemment se perdre dans les profondeurs des sables.

Plus à l'Ouest, se trouve la république autonome du Karakalpakistan. Au lieu de jouir de l'eau comme le reste du pays, elle subit les conséquences de la mauvaise utilisation qui en est faite en amont. Et là, comme un point sur une carte au milieu de rien, se trouve le village de Moynaq. Il y a soixante ans à peine, c'était le premier port de pêche ouzbek. Aujourd'hui situé à 150 km de la mer d'Aral, il est le tableau le plus désolant que François-Xavier ait vu lors de ces six mois de voyage.

Passé la rue principale brûlante et déserte, on se retrouve face au tristement célèbre spectacle de ces coques rouillées gisant sur le flanc au milieu du désert. Désormais, les vents dispersent à des centaines de kilomètres à la ronde le sel déposé sur le fond de la défunte mer, mais aussi tous les résidus de produits chimiques utilisés à des doses insensées par l'agriculture.

Ce vent tue tout sur son passage. Une majorité de ce qui reste de la population locale est atteinte de cancers de la gorge, de bronchites chroniques, de maladies des reins et du foie. Le taux de mortalité infantile est de 118 pour 1 000, le lait maternel est impropre à la consommation...

en Asie centrale



Copie destinée à fixderuydts@hotmail.com

La mer d'Aral est devenue la poubelle d'une agriculture menée en dehors des normes.

Dans un drame comme celui-ci, on a besoin de trouver un responsable.

Le coton, seule richesse agricole de l'Asie centrale, était tout désigné. Mais n'est-ce pas trop facile quand on sait la diversité des causes du problème et l'utilisation qui est faite de l'eau ? En outre, une analyse plus poussée des mouvements de l'eau et des quantités cultivées au cours des dernières décennies prouve qu'aucune corrélation ne peut être établie entre la culture du coton et l'assèchement de la mer d'Aral. Ce n'est pas à l'objet de l'agriculture qu'il faut s'attaquer, mais aux méthodes utilisées...

Pendant des décennies, de Moscou à Washington, on a imaginé les projets les plus fous pour remplir la mer d'Aral. Du titanisme au burlesque, on a fini par en revenir à ce qui semble s'imposer comme l'évidence même : une culture rationnelle avec une utilisation sensée des eaux et des intrants.

À force de s'attarder sur les conséquences, on finit par en oublier les causes.

Au lac Balquash : l'histoire se répète...

Après avoir choisi de suivre une route différente de celle de François-Xavier à Almaty (Kazakhstan), Max a, pour sa part, poursuivi plein nord, en direction du sud sibérien. Sur le millier de kilomètres qu'il va parcourir entre Almaty, la capitale déchue, et Astana, la nouvelle capitale du pays, les chaleurs sont fortes, l'eau est rare et les habitations sont éparpillées. Le paysage a la triste mine d'une nature qui souffre des extrêmes, où rien d'autre n'ose pousser que l'herbe de la steppe.

Ce climat aride est le décor d'une potentielle tragédie en tous points semblable à celle de la mer d'Aral. Le lac Balquash, qu'il a longé trois jours durant, est le deuxième d'Asie centrale après la mer d'Aral. Comme dans le cas de cette



"LE PAYSAGE A LA TRISTE MINE D'UNE NATURE QUI SOUFFRE DES EXTRÊMES, OÙ RIEN D'AUTRE N'OSE POUSSER QUE L'HERBE DE LA STEPPE."

dernière, la question de sa préservation est éminemment politique.

Ici, ce n'est pas Kazakhstan et Ouzbékistan, mais Kazakhstan et Chine. En effet, le lac s'abreuve principalement à la rivière. Il y prend sa source dans la province autonome du Xinjiang chinois. Ici encore, les raisons de la mutation de l'eau en quantité et qualité dépassent de loin le cadre de la seule agriculture. Au-delà de l'irrigation et de la pollution par l'agriculture, il y a la pression démographique croissante dans le Nord-Ouest chinois, résultant de la politique du "Go West" initiée par Beijing pour noyer la population Uygur séparatiste.

Il y a également la prospection pétrolière qui, dans la même région, nécessite de l'eau pour alimenter les hommes et l'équipement qui sondent cette zone désertique. Il y a, en fin, la construction de centrales hydroélectriques qui perturbent l'écosystème de toute la région.

À Astana, Max fait la connaissance de Ramil Dissembayev, expert au Programme de Développement des Nations unies, travaillant main dans la main avec le ministère kazakh de la Protection environnementale à l'implémentation d'une stratégie nationale de développement durable.

Au sommet de l'agenda ministériel, expliquera-t-il, il y a la conservation de la biodiversité et

le combat de la désertification (qui menace directement 60 pc du territoire kazakh), deux priorités qui traduisent une volonté vivace de se battre pour éviter que la zone aride du Balquash ne subisse le sort qu'a connu la mer d'Aral.

Quelles solutions ?

Mais un gouvernement ne peut répondre unilatéralement à une problématique aussi complexe et atteindre seul le double objectif de maintenir la qualité des sols et de préserver l'eau. Avant tout, le secteur agricole nécessite des transformations opérationnelles profondes : la recherche de moyens de production plus efficaces et moins polluants, une modernisation de l'équipement, etc.

L'Europe s'est jointe à l'aventure en suggérant par son Global Water Partnership que l'on développe une gestion intégrée des ressources en eau et une coordination des relations dans le cas de cours d'eau transfrontaliers. Certaines initiatives beaucoup plus locales ont également vu le jour, notamment des projets de collaboration entre des communautés kirghizes et ouzbèkes pour l'installation de pompes à eau et la signature d'accords sur l'utilisation commune de l'eau.

Le Kirghizistan a entraîné l'Asie centrale dans une ère nouvelle lorsqu'il a déclaré, en 2001, que "l'eau a une valeur économique dans chacun de ses usages et elle doit être reconnue comme un bien économique". Au même titre que le Kazakhstan faisait payer son pétrole ou l'Ouzbékistan son gaz, le Kirghizistan ferait désormais payer l'usage de l'eau qui provient de son territoire.

Si la mesure est apparue comme extrêmement radicale, elle a eu le mérite d'introduire une idée très intéressante. En effet, poussant à l'extrême le modèle de l'économie de marché, cette nouvelle conception a pour effet d'inciter à la parcimonie et de participer à responsabiliser une population habituée par septante ans de communisme à abuser des biens libres.

Enfin, il est naturellement primordial que les cinq républiques d'Asie centrale coopèrent de façon rapprochée et efficace sur le sujet de l'eau et que celle-ci s'inscrive à terme dans un système d'échanges équitables et durables entre les ressources naturelles des différents pays.

La morale de l'histoire...

On vérifie une fois de plus que les grands enjeux écologiques ne trouvent souvent de vraies solutions qu'à un niveau politique global par des accords multilatéraux.

Dans le cas du problème de l'eau en Asie centrale, l'issue semble se trouver dans l'attribution d'une valeur économique à ce bien précieux et rare pour parvenir à un système d'échanges plus équilibré entre l'homme et son milieu. De façon plus générale d'ailleurs, les experts du développement durable s'accordent sur le besoin d'augmenter drastiquement les prix des richesses naturelles, afin de tenir compte de leur durabilité et de refléter la valeur qu'elles représentent réellement à long terme.

Certains voient même l'issue du problème de l'appauvrissement des biens publics (air, eau, stocks de poissons, pétrole, pâturages...) dans leur privatisation, ce qui doit mener à une utilisation beaucoup plus responsable. Personne n'aurait, en effet, l'idée de raser d'une seule fois l'entièreté des arbres de son jardin pour en revendre le bois; de même, jamais un berger n'exterminerait tout son troupeau pour en revendre la viande.

Cet article marque la fin de notre quête d'espoir écologique à travers l'Asie. Si notre initiative ne doit être qu'une goutte dans l'océan, nous en connaissons au moins deux personnes qui changeront leurs mauvaises habitudes une fois de retour à la maison... ■